

**COVER**

## **Balkanologie**

Revue d'études pluridisciplinaires

**Vol. VII, n° 2 | 2003**

**Volume VII Numéro 2**

---

# Controverses sur les frontières du Kosovo

**Michel Roux**

---



### **Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/balkanologie/504>

ISSN : 1965-0582

### **Éditeur**

Association française d'études sur les Balkans (Afebalk)

### **Édition imprimée**

Date de publication : 1 décembre 2003

Pagination : 183-197

ISSN : 1279-7952

### **Référence électronique**

Michel Roux, « Controverses sur les frontières du Kosovo », *Balkanologie* [En ligne], Vol. VII, n° 2 | décembre 2003, mis en ligne le 19 février 2009, consulté le 18 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/balkanologie/504>

---

© Tous droits réservés

## CONTROVERSES SUR LES FRONTIÈRES DU KOSOVO

Michel Roux\*

Les formes territoriales créées par les pouvoirs politiques deviennent souvent, dans l'esprit des dirigeants et dans celui des peuples, des modèles ou des contre-modèles. Ainsi, le ressort de l'Exarchat institué par la Porte en 1870 devint pour les nationalistes bulgares le modèle de la Bulgarie idéale, qui faillit devenir un État après San Stefano (1878), tandis que les Bulgaries du Congrès de Berlin, de 1885, de 1919 et de 1945 n'étaient pour eux que des Bulgaries incomplètes, sources de frustrations qui inspirèrent les erreurs stratégiques de 1913, 1914 et 1941 et même, en 1992, la reconnaissance officielle de l'État macédonien sans celle de la nation du même nom<sup>1</sup>. Sans avoir un tel impact, l'éphémère "Grande Albanie" alimente les rêves de certains Albanais et les angoisses de leurs voisins. Qu'en est-il du Kosovo ? Cette entité politique territoriale sans précédent<sup>2</sup>, créée en 1945 par le nouveau pouvoir communiste dans le cadre de la mise en place de l'organisation fédérale de la Yougoslavie, était destinée à gérer une population composite à majorité albanaise. Or, elle est devenue la source et le théâtre de difficultés majeures avant, pendant et après la décomposition de l'ex-Yougoslavie. Dix ans après la disparition de celle-ci, le Kosovo demeure-t-il un territoire de référence pour les acteurs politiques concernés, ou bien est-il remis en cause, et jusqu'à quel point ?

\* Géographe, Université de Toulouse-Le Mirail et UMR 5045 CNRS « Mutations des territoires en Europe ». [mrroux@univ-tlse2.fr](mailto:mrroux@univ-tlse2.fr)

<sup>1</sup> **Kazakov (Emil)**, *La nation bulgare au XX<sup>e</sup> siècle : permanences géopolitiques*, Université de Paris 8 : thèse de doctorat, 2002.

<sup>2</sup> Il exista toutefois un Comité régional du PCY, créé en 1937, puis un Comité régional de libération nationale, créé le 1<sup>er</sup> janvier 1944, dans un découpage territorial semblable, à ceci près que Leposavić (nord du Kosovo) n'en faisait pas partie mais que Preševo et Bujanovac (Serbie du Sud, hors Kosovo) y étaient inclus. Ce détail est parfois évoqué par les partisans de remaniements territoriaux limités.

## LE KOSOVO, UN BRICOLAGE TERRITORIAL

En créant une région autonome du Kosovo (dont la dénomination exacte a varié selon les constitutions)<sup>3</sup>, le pouvoir communiste a donné un territoire de référence à une minorité nationale nombreuse et spatialement "compacte". Au lieu de n'exister politiquement qu'à l'échelle d'arrondissements ou de communes, celle-ci a acquis progressivement les moyens de gérer une région dont la Constitution de 1974 a fait, en outre, un sujet de rang fédéral, une quasi-république. La différence entre ces deux niveaux de structuration est mise en évidence par une comparaison entre deux républiques qui ont des pourcentages peu différents de population albanaise, la Serbie et la Macédoine au début des années 1980. Dans la seconde, les Macédoniens slaves sont pour l'essentiel en charge de la direction politique, du secteur public de l'économie, des postes de cadres et des filières universitaires qui y conduisent, alors que les Albanais sont largement confinés au secteur privé agricole, artisanal et commerçant. Dans la première, les Albanais ont constitué au Kosovo, à partir des années 1960 surtout, une élite politique, gestionnaire et intellectuelle de plus en plus étoffée et Priština a servi de point de ralliement à l'ensemble des Albanais de Yougoslavie.

Si le Kosovo était plus ou moins adéquat sous Tito comme territoire de gestion de la minorité albanaise en Yougoslavie dans le cadre d'un système politique évolutif qui cherchait à en assurer l'intégration, il cessa de l'être sous Milošević, dans la mesure où disparut tout terrain d'entente, voire toute possibilité de dialogue, et où l'on entra dans une pratique fondée sur l'exclusion et la répression. C'est dans ces conditions que le statut, les subdivisions et les limites de la province ont été remis en question de toutes parts. C'est essentiellement aux aspects spatiaux de cette remise en question que s'intéresse la suite du présent texte. L'une des raisons qui m'ont poussé à l'orienter ainsi est que la plupart des écrits récents traitent du Kosovo comme d'une abstraction sans consistance spatiale précise et négligent la question de son maillage interne et de ses limites, comme si cet aspect des choses n'avait jamais fait et ne devait jamais faire problème.

Il en est ainsi, notamment, des deux ouvrages de référence dus à Noel Malcolm<sup>4</sup> et Miranda Vickers<sup>5</sup>. Celle-ci, dans un des rares passages où elle effleure ce thème (p. 149), se contente de qualifier d'arbitraire le traitement de l'aire de peuplement majoritairement albanais, répartie par la Constitution de

<sup>3</sup> Territoire autonome de Kosovo-Metohija, AKMO (1946), Province autonome de Kosovo-Metohija, APKM (1963), Province socialiste autonome de Kosovo, SAPK (1974), à nouveau Kosovo-Metohija (1989). Le nom de Kosovo est employé ici par commodité.

<sup>4</sup> **Malcolm (Noel)**, *Kosovo : A Short History*, New York University Press, 1998.

<sup>5</sup> **Vickers (Miranda)**, *Between Serb and Albanian : A History of Kosovo*, Columbia University Press, 1998.

1946 entre plusieurs unités administratives « comme dans la Yougoslavie d'avant-guerre ». Or, l'analogie ainsi soulignée a sans doute moins de sens que la différence omise : le système territorial d'avant-guerre divisait cette aire entre les trois banovines de la Zeta, de la Morava et du Vardar de manière à ce que les Albanais soient minoritaires dans chacune. Il tronçonnait même la plaine du Kosovo *stricto sensu*, Mitrovica étant située dans la première, Vučitrn dans la seconde et Priština dans la troisième ! Au contraire, le système politique d'après-guerre érige en région politique et administrative l'ensemble Kosovo-Metohija, c'est-à-dire un double bassin intra-montagnard à population nombreuse, majoritairement albanaise, polarisé par sept villes principales bien reliées entre elles. En somme, la région était dès lors dotée de cohérence naturelle, culturelle, fonctionnelle et politique<sup>6</sup>. Ce genre de coïncidence existe...

Soulignons que le traitement politique de l'espace de peuplement albanais en Yougoslavie n'était pas singulier. En effet, les limites des banovines de la première Yougoslavie différaient systématiquement de celles des entités historiques dont la réunion avait constitué cet État et des aires d'implantation des principaux groupes ethno-nationaux<sup>7</sup>. Quant aux républiques et provinces autonomes de la seconde, elles étaient conçues pour être représentatives de ces groupes, mais non pour coïncider exactement avec leur emprise spatiale, ce qui était rendu impossible par l'existence d'imbrications locales ou régionales complexes et par l'existence de calculs politiques (limiter le poids de la Serbie, par exemple). Le résultat fut un compromis, d'autant plus que les limites des nouvelles unités reprenaient le plus souvent des frontières historiques... lorsqu'il en existait. Seule la Slovénie avait une forte homogénéité nationale, seule (avec la Macédoine) elle contenait l'essentiel du groupe éponyme. Très majoritairement albanais et regroupant environ les trois quarts des Albanais de Yougoslavie, le Kosovo relevait de ce compromis, à peu près dans les mêmes proportions que la Serbie, la Croatie ou le Monténégro. Sa délimitation, où l'on retrouve un segment de la frontière serbo-ottomane de 1878, appartient pour le reste à un bricolage des années 1945-1946, retouché en 1959 par l'adjonction de Leposavić au nord<sup>8</sup>, et a conservé des zones d'imprécision jusqu'à la conclusion en février 2001 d'un accord entre la Macédoine et la troisième Yougoslavie sur la démarcation de leur frontière commune<sup>9</sup>.

<sup>6</sup> Même si, dans le détail, le tracé de ses limites est discutable du point de vue de l'un ou l'autre de ces critères de cohérence, en particulier au nord de Mitrovica.

<sup>7</sup> Sauf la banovine de la Drave, correspondant assez bien au peuplement slovène.

<sup>8</sup> Ce que le géographe **Milovan Rodovanović** considère comme un « parfait exemple d'idiotie politique » (« Zašto je ismišljeno Kosovo » [Pourquoi a été inventé le Kosovo], *Intervju*, (320), 15/10/93).

<sup>9</sup> Cf p. ex. l'article de **Radisavljević (Zoran)**, « Makedonci oteli srpske pašnjake » [Les Macédoniens ont usurpé des pâturages serbes], *Politika*, 21/04/92, p. 10, où la Macédoine est accusée d'usurper 10 487 ha de pâturages de la commune de Dragaš, Kosovo. De fait, les cartes publiées en ex-Yougoslavie présentaient des variantes sur ce point.

Ainsi le Kosovo, comme division politique, relevait du mode communiste de gestion du fait national, expérimenté plus longuement en Union soviétique, qui consistait à territorialiser des groupes ethno-nationaux (mais approximativement, en insistant aussi sur les vertus de la mixité), ce qui aboutit parfois à conforter ou même à susciter des nationalismes – ce qu'Olivier Roy, à propos de l'Asie centrale, appelle une fabrique de nations<sup>10</sup>. Un tel dispositif a fortement contribué à différencier les Macédoniens des Bulgares, les Moldaves des Roumains, mais aussi, quoique dans une moindre mesure, les Albanais de Yougoslavie de ceux d'Albanie. À partir de 1981, ce modèle est entré en crise et il est devenu clair pour un certain nombre de politiciens et d'intellectuels que la tentative d'intégration des Albanais en Yougoslavie était menacée d'échec et que le pays tout entier se fragilisait. Le débat portait entre autres sur le statut et le degré d'autonomie, avec opposition entre les Albanais (il n'est pas normal qu'étant deux millions nous n'ayons pas de république) et les Serbes (il n'est pas normal qu'une province autonome fonctionne quasiment sans droit de regard de la république dont elle fait partie). L'historien Dimitrije Bogdanović exprimait en 1986 sa crainte que le Kosovo ne fût perdu<sup>11</sup> et le Mémorandum de l'Académie des sciences, la même année, critiquait violemment la politique communiste et accusait les Albanais de chasser les Serbes de la province. La solution de Slobodan Milošević, fondée sur un coup de force constitutionnel, fut centralisatrice et répressive.

## LE REMANIEMENT DU MAILLAGE COMMUNAL

L'aspect le plus précoce de cette politique, intervenant dès le début, avant même la quasi-suppression de l'autonomie provinciale, concerne le maillage communal. La Yougoslavie comportait en 1981 un demi-millier de communes, nombre stabilisé depuis le début des années 1960 après une période de concentration (elles étaient plus de 4 000 au début de l'après-guerre). La maille mesurait en moyenne 500 km<sup>2</sup>, avec 45 000 hab. Dotée de compétences étendues, la commune constituait le seul niveau d'organisation politique au-dessous de la république et de la province autonome après la suppression des arrondissements. Sa délimitation dépendait essentiellement de critères relevant de l'aménagement du territoire<sup>12</sup>, la trame communale étant fondée sur un réseau de villes-centres, ou de bourgades sélectionnées pour le devenir grâce à

<sup>10</sup> Roy (Olivier), *La nouvelle Asie centrale ou la fabrication des nations*, Paris : Seuil, 1997.

<sup>11</sup> Bogdanović (Dimitrije), *Knjiga o Kosovu*, Beograd : SANU, 1986.

<sup>12</sup> Fondé sur les notions d'attractivité, de desserte et de réseau urbain.

l'amélioration de la desserte et à l'implantation de services et d'industries. Le Kosovo comptait alors 22 communes, et celles qui avaient été supprimées auparavant, comme Zubin Potok, Štrpce, Novo Brdo, Orlane et Zjum, étaient toutes des communes montagnardes périphériques peu peuplées, dépourvues de ville-centre et sans intérêt économique particulier.

La logique à l'œuvre à la fin des années 1980 est toute différente. Le Kosovo se singularise alors par un accroissement rapide du nombre de communes, porté à 31 en 1991. Parmi les cinq communes précitées, les trois premières sont alors reconstituées car peuplées de Serbes en majorité (les deux premières) ou en forte minorité. Trois autres communes créées sont des banlieues industrielles de Mitrovica (Zvečan) ou de Priština (Obilić et Kosovo Polje), à population serbe majoritaire pour l'une, en forte minorité pour les deux autres, avec pour caractéristique principale d'être le siège des principales entreprises publiques de la province et, pour la dernière, d'en être le nœud ferroviaire et routier majeur. Toutes ces communes créées ou restaurées ont leur territoire détaché de celui d'une ou plusieurs communes à forte majorité albanaise. En outre, celle de Dragas est scindée en deux : Gora, peuplée de musulmans slavophones (les Goranes) et Opolje, peuplée d'Albanais<sup>13</sup>. Seules deux des neuf nouvelles sont purement albanaises : Mališevo et Štimlje.

Ces modifications du maillage semblent avoir été le plus souvent destinées à rassurer les Serbes locaux, à inciter au retour certains de ceux qui étaient partis, à créer des emplois par l'implantation des fonctions communales, le développement de l'industrie et des services. À cette dernière fin, les entreprises du secteur public situées en Serbie étaient incitées à investir dans les nouvelles communes. Au-delà, il s'agissait de replacer certains points-clés du Kosovo sous le contrôle de municipalités tenues par des Serbes, d'en faire des points d'appui pour les forces de répression en cas de troubles et plus généralement de conforter la présence serbe et le pouvoir de Belgrade, car « la bataille pour le Kosovo, il faut la livrer sur les lieux même où vivent quelques soixante-quinze mille Serbes et Monténégrins »<sup>14</sup>. Ce dispositif a dû faciliter, deux ans après, la reprise en main générale consécutive à la réforme constitutionnelle et aux lois d'exception, et la répression concomitante.

Mais dès cette époque se développaient chez des intellectuels serbes des réflexions remettant en cause le statut du Kosovo, ou sa délimitation, ou les deux, parfois même son existence. La politique de Milošević, en effet, avait des inconvénients graves, différemment ressentis selon les sensibilités politiques, comme le coût élevé de l'appareil répressif, les dérives nationalistes et

<sup>13</sup> À nouveau fusionnées par la suite.

<sup>14</sup> Propos de Milomir Minić, secrétaire exécutif de la Présidence du Comité central de la Ligue des communistes de Serbie, cité par Zejneli (Z.), « Formiraju se tri samostalne opštine » [Trois communes autonomes se forment], *Politika*, 10/06/88, p. 12.

autoritaires, la détérioration des rapports à l'intérieur de la fédération yougoslave et l'absence de perspectives à long terme pour les intérêts serbes au Kosovo, car museler les Albanais n'empêchait pas leur nombre de croître et les conduisait sûrement à la radicalisation, et on pouvait craindre que le triomphe apparent du 28 juin 1989 ne fût sans lendemain. Que faire, alors, du Kosovo ? C'est après l'éclatement de la seconde Yougoslavie, alors que les Kosovars albanais avaient clairement manifesté leur volonté d'indépendance, que des propositions officieuses ont émergé et acquis quelque notoriété<sup>15</sup>. Neuf d'entre elles sont examinées ci-après.

## PARTAGER LE KOSOVO ?

1) Dobrica Ćosić aurait proposé au début des années 1990 une division simple selon un axe NO-SE entre le Kosovo *stricto sensu* et le reste de la province, ce qu'il confirma en 1992 alors qu'il était Président de la Yougoslavie : 40 % aux Serbes avec le contrôle de l'axe Mitrovica-Priština-Skopje, 60 % aux Albanais.

2) Un « groupe d'intellectuels serbes tenant à l'anonymat » rédigea un projet, discuté lors d'une rencontre informelle organisée par la Communauté Sant'Egidio à Rome et publié dans la revue italienne *Limes*<sup>16</sup>. L'historien Dušan Bataković écrivit plus tard<sup>17</sup> qu'il provenait de Ćosić et de ses proches collaborateurs. Le projet attribue aux Albanais un Kosovo réduit d'un cinquième et destiné à être un jour indépendant ou rattaché à l'Albanie. Resterait à la Serbie le nord et le nord-est, avec Mitrovica, les monastères de Banjska et de Gračanica et le site de la bataille du Champ des Merles ; au Monténégro iraient Peć avec la Patriarchie et le monastère de Dečani. Priština serait divisée : l'ouest aux Serbes avec Kosovo Polje, l'est aux Albanais en contiguïté avec l'enclave de Podujevo – dispositif qui n'est pas sans analogie avec celui que Radovan Karadžić proposait à la même époque pour Sarajevo.

<sup>15</sup> **Kofos (Evangelos), Veremis (Thanos)**, « Kosovo : Efforts to solve the Impasse », *The International Spectator*, avril-juin 1998 ; **Milicojević (Cvijetin), Cani (Bahri)**, « Ko deli Kosovo ? » [Qui divise le Kosovo ?], *Betim*, juillet 1996 ; **Pula (Gazmend)**, « The Serbian Proposal for the Partitioning of Kosova », *Südosteuropa*, (8), 1996 ; **Spahiu (Nexhmedin)**, *Serbian Tendencies for Partitioning of Kosova*, Budapest : Central European University, 1999 ; **Triantaphyllou (Dimitrios)**, éd., *Quel statut pour le Kosovo ?*, Paris : UEO / IES [Cahiers de Chaillot (50), octobre] 2001 [six points de vue].

<sup>16</sup> **Anonyme**, « Progetto serbo di spartizione del Kosovo », *Limes*, (2-3), 1993.

<sup>17</sup> **Bataković (Dušan)**, « Progetti serbi di spartizione », *Limes*, (3), 1998.

L'examen critique du projet<sup>18</sup> révèle deux falsifications, l'une dans le texte (la part serbe n'est pas « peuplée en majorité de Serbes », mais aux trois quarts d'Albanais selon le recensement de 1981), l'autre sur la carte (le Kosovo est représenté sans la commune de Leposavić, ce qui fait apparaître la part serbe plus petite qu'elle n'est).

3) Milovan Radovanović, alors directeur de la Faculté de géographie de Belgrade, élabore un projet<sup>19</sup> attribuant aux Serbes le nord de la province avec Mitrovica, les mines et la métallurgie non ferreuse, ainsi que l'est et le sud montagneux. Cela correspond à une grande partie du peuplement serbe, et plus largement slave puisque les Goranes de la Šar Planina y sont inclus. Le territoire laissé aux Albanais comporte les plaines du Kosovo et de la Metohija, avec les mines de charbon et les thermocentrales d'Obilić, et constitue une unité géographique fonctionnelle avec cinq villes principales et un accès à la Macédoine – cohérence globale qui n'apparaît ni dans les deux projets précédents ni dans les suivants. L'auteur l'imaginait comme une province de Serbie dotée d'une très grande autonomie. Les Kosovars albanais auraient donc dû envisager de renoncer à du territoire pour gagner de l'autonomie, si le pouvoir politique avait essayé de négocier avec eux sur cette base.

4) L'architecte Branislav Krstić, qui fut un temps membre du Conseil exécutif fédéral de la seconde Yougoslavie, publia une étude<sup>20</sup> qui tentait de concilier les « droits historiques » serbes et les « droits ethniques » albanais au Kosovo. Croisant la répartition spatiale des monuments historiques au Kosovo et des données tirées du recensement de la population de 1961<sup>21</sup>, il proposait quatre options de partage. Selon la variante D, la plus favorable aux Albanais, les Serbes devaient conserver 45 % du territoire, avec Priština et les axes routiers Mitrovica-Peć et Priština-Prizren. Les villes de Peć et Prizren devaient être partagées. La part albanaise (55 %) consistait en trois morceaux disjoints. L'auteur n'a avancé aucune hypothèse sur son statut politique. Avec des corridors de circulation tronçant la part albanaise, la configuration est de type israélo-palestinien.

<sup>18</sup> Roux (Michel), « Spartire il Kosovo ? Elementi per un dossier », *Limes*, (2), 1999 ; Roux (Michel), « Partager le Kosovo ? Éléments pour un dossier », *Limes/Golias*, hors-série, été 1999 [les titres des cartes 1 et 3 sont permutés].

<sup>19</sup> Radovanović (Milovan), « Kosovo i Metohija kao geografska i etnokulturna celina Republike Srbije, Savezne Republike Jugoslavije i Jugoistočne Evrope » [Le Kosovo-Metohija, entité géographique et ethnoculturelle de la République de Serbie, de la République fédérale de Yougoslavie et de l'Europe du Sud-Est], in Spasovski (Milena), ur., *Etnički sastav stanovništva Srbije i Crne Gore i Srbi u SFR Jugoslaviji* [La composition ethnique de la population de la Serbie et du Monténégro et les Serbes en RFS de Yougoslavie], Belgrade : Stručna knjiga, 1993.

<sup>20</sup> Krstić (Branislav), *Kosovo između istorijskog i etničkog prava* [Le Kosovo entre le droit historique et le droit ethnique], Belgrade : Kuća Vid, 1994. (Pour une réponse à cette analyse, cf. Hysa (Ylber), Islami (Hivzi), Surroi (Veton), « Why can't Kosova be divided », *Koha*, (28), 1994).

<sup>21</sup> Il s'y réfère car dans les recensements suivants, la disproportion des populations albanaise et serbe est telle que le critère démographique ne permet plus de définir pour les Serbes un territoire cohérent.



5) Steven Majstorović<sup>22</sup>, universitaire américain d'origine serbe, a proposé lors d'un colloque une division attribuant 75 % du Kosovo aux Albanais, 25 % aux Serbes. Selon lui, la moins mauvaise solution est de donner à chaque partie ce qu'elle veut réellement : aux Albanais l'indépendance, les Serbes conservant le contrôle de leurs principaux monastères et lieux de mémoire.

6) Dušan Bataković<sup>23</sup> a avancé l'idée de "cantoniser" le Kosovo. Les campagnes seraient sous administration serbe ou albanaise selon leur majorité démographique, les villes principales sous administration mixte. La configuration spatiale est de type archipel. Cette solution, proposée pendant la guerre du printemps 1999, avait pour but de stopper l'émigration serbe, de créer une organisation spatiale complexe propre à rendre impossible une sécession même partielle, et de différer l'adoption d'une solution définitive, puisque était supposée durer au moins quinze ou vingt ans.

7) Le vice-Premier ministre serbe Nebojša Čović propose en 2002 la création d'une entité serbe largement autonome au nord du Kosovo. Dans le contexte du protectorat international, cette solution anticipe une éventuelle indépendance de la région et préfigure une partition qui pourrait alors intervenir (elle prévoit d'ailleurs le retour de l'armée yougoslave dans la partie nord).

8) Le débat sur le partage du Kosovo a été posé en termes plus généraux par le président de l'Académie des sciences de Serbie, Alexandre Despić. Selon lui, la Serbie a une raison fondamentale de se débarrasser de la totalité ou de l'essentiel de cette région, et elle est d'ordre démographique :

il est clair que (...) dans quelques décennies à peine la structure démographique de notre pays va changer complètement (...). Dans vingt ou trente ans, la Serbie sera un pays avec deux peuples de taille similaire, un pays bilingue avec deux langues aux racines différentes (...). Alors que le peuple serbe, comme beaucoup d'autres, vit une récession démographique, la minorité albanaise est en pleine expansion, ou plutôt explosion démographique. S'il est assuré qu'un tel développement n'est pas favorable au peuple serbe (...) il faudra engager avec ceux qui veulent la sécession du Kosovo des discussions sur une séparation et une délimitation pacifiques et civilisées, afin d'éviter les tragiques expériences d'un passé récent.<sup>24</sup>

Toutefois, Despić n'avance aucune proposition concrète de découpage.

<sup>22</sup> Majstorović (Steven), « The Endgame in Kosovo », Communication au colloque *Identité et autonomie territoriale dans les sociétés plurielles*, Saint Jacques de Compostelle, juillet 1998.

<sup>23</sup> Bataković (Dušan), « Kantonizacija Kosova i Metohije » [La cantonisation du Kosovo-Metohija], *Duga*, septembre 1998.

<sup>24</sup> *Večernje novosti*, 07/06/96, p. 2.

9) Un groupe d'experts<sup>25</sup> formé par des partis politiques d'opposition, situant également sa réflexion à l'échelle de la Serbie toute entière, prône la suppression pure et simple du Kosovo comme région à statut particulier. Il en qualifie la création en 1946 d'« erreur fatale transformant une question de minorité en question territoriale » et ouvrant la voie à la revendication d'une septième république, « première étape vers la sécession ». Il ajoute que les Albanais ne peuvent justifier leurs prétentions à l'autonomie par leur supériorité numérique, car celle-ci est le résultat d'une violence exercée tout au long de l'histoire et « ex iniuria ius non oritur ». Ceci (rudement) dit, et constatant que le régime [de Milošević] anéantit les droits de tous les peuples de la province, il souhaite que la Yougoslavie devienne un État démocratique, ouvert, européen, respectueux des droits de l'homme tels que les définissent les standards internationaux, et uniformément divisée en treize régions d'un demi à un million d'habitants. Ces régions, délimitées selon des critères « géographiques, économiques et historiques », assumeraient par décentralisation une partie des fonctions de l'État, mais leur autonomie politique ne comporterait aucun attribut de souveraineté. Le Kosovo au sens strict et la Metohija deviendraient deux de ces régions, avec pour seule particularité institutionnelle d'avoir chacune une assemblée bicamérale, avec une chambre des nationalités où les Albanais ne disposeraient que de la moitié des sièges afin d'éviter que leur poids dans l'électorat ne leur permette d'imposer une politique conforme à leurs seuls intérêts. Cette solution, dépassée par les événements, a l'intérêt de montrer elle aussi que la question du Kosovo a pu être intégrée à une réflexion critique sur la Yougoslavie et à un projet d'ensemble.

Ces projets, on le voit, diffèrent beaucoup entre eux, à tel point que les trois quarts du Kosovo sont attribués au côté serbe et 90 % au côté albanais par au moins l'un des six qui comportent des propositions de partage précises. En d'autres termes, ces projets ne s'accordent que sur la destination de 35 % de la superficie de la province. Le second, par exemple, attribue aux Albanais la région du Lab ou Petit Kosovo (commune de Podujevo, au nord de Priština) car ils la peuplent presque exclusivement, tandis que le troisième lui attribue une telle importance stratégique qu'il propose d'organiser un échange de populations afin qu'elle demeure à la Serbie. On constate aussi qu'un même auteur peut avoir contribué à des projets très dissemblables. Toutefois, ils ont en commun trois caractéristiques :

- ils développent essentiellement des arguments historiques, culturels ou démographiques, mais non économiques. Cette ellipse de l'économie se

<sup>25</sup> **Ekspertska grupa** (D. Bataković, M. Jovičić, Z. Lutovac, C. Očić, K. Čavoski, D. Popović), *Predlog demokratskog rešenja kosovsko-metohijskog pitanja* [Proposition de résolution démocratique de la question du Kosovo-Metohija], [http://www.kosovo.com/exp\\_groups.html](http://www.kosovo.com/exp_groups.html), 1998.

retrouve dans l'étude comparée que fait D. Bataković de plusieurs d'entre eux<sup>26</sup>. Pourtant, chacun entend conserver à la partie serbe les mines et les établissements industriels principaux ;

- tous cherchent à réduire l'étendue de territoire qui resterait aux mains d'un pouvoir albanais, qu'il s'agisse d'autonomie ou d'indépendance ;

- aucun n'est inspiré par l'ultranationalisme, qu'illustre au contraire le programme électoral du Parti radical serbe (SRS) de 1992, lequel envisageait, non de redécouper le Kosovo mais d'en expulser une grande partie des Albanais<sup>27</sup> et de déménager les autres de la zone limitrophe de l'Albanie sur 20 à 50 km de profondeur, renouant ainsi avec les projets de Ćubrilović.

Cela signifie qu'aux yeux de leurs auteurs le Kosovo, tel que le pouvoir communiste l'a délimité, n'est pas adapté aux temps nouveaux. Ce qu'ils désirent le plus souvent, en vertu d'analyses focalisées sur les problèmes de la province ou étendues à ceux de la Serbie, c'est se débarrasser du plus grand nombre d'Albanais possible en perdant le moins possible de terrain, c'est-à-dire de limiter les dégâts. S'en débarrasser signifie leur assigner un espace réduit, autonome (mais où, on le soupçonne, l'État n'investirait plus guère), indépendant ou rattaché à l'Albanie – peu importe en définitive. Plusieurs projets évoquent d'ailleurs la possibilité d'organiser des migrations croisées. Étant donné la répartition des populations et l'état de leurs relations (aggravé depuis), cela reviendrait à déplacer plusieurs dizaines de milliers de Serbes et autres minoritaires et plusieurs centaines de milliers d'Albanais. Le résultat serait catastrophique pour les Albanais, confinés sur les 5 000 à 7 000 km<sup>2</sup> les moins développés de la province avec une densité de population extrême-orientale, mais aucun projet ne mentionne cet inconvénient.

Milošević, au rebours de tous ces projets, a modifié la Constitution en 1989, mais non les limites territoriales. En 1999, il a tiré parti d'une occasion unique, les bombardements de l'OTAN, pour tenter d'expulser la majorité des Kosovars albanais tout en conservant la totalité de la province. Son échec, et la situation résultante, rendent son actualité à la problématique des limites du Kosovo tout en l'inscrivant dans un nouveau contexte.

L'élément nouveau de ce contexte est la Mission des Nations-Unies, qui régit le Kosovo au titre de la résolution 1244 du Conseil de sécurité, laquelle implique la mise en place d'une « autonomie substantielle » tout en reconnaissant l'appartenance de la région à la Yougoslavie. Or, les Albanais locaux refusent toute réintégration effective au sein de celle-ci et se sont fixé pour objectif l'indépendance. La communauté internationale, dépourvue de consensus sur l'avenir à long terme du Kosovo, cherche à détourner leur attention vers la

<sup>26</sup> Bataković (Dušan), « Progetti serbi di spartizione » (art. cit.).

<sup>27</sup> Prétendant à cette fin que 700 000 d'entre eux étaient venus illégalement d'Albanie.

question plus concrète de la mise en place et du fonctionnement démocratique des institutions de l'autonomie. Les élites politiques albanaises locales déclarent "jouer le jeu", bien qu'elles n'en aient pas fixé les règles, mais cette situation ne saurait être que provisoire, tant l'attentisme risque d'être contre-productif. Dans ces conditions, le Kosovo, s'il accède à l'indépendance, éventuellement qualifiée de conditionnelle<sup>28</sup>, peut-il le faire dans ses limites actuelles ? Cette question rend une certaine actualité aux propositions serbes qui viennent d'être examinées, mais renvoie aussi à des projets albanais.

## AGRANDIR LE KOSOVO ?

Les projets albanais diffèrent des précédents en ce qu'ils émanent directement de partis politiques et se soucient au minimum de conserver le Kosovo tel quel, ou bien de l'accroître, ou de le faire disparaître par réunion à l'Albanie, non de le réduire. L'idée de base est que le Kosovo, étant sujet de rang fédéral de la fédération yougoslave au titre de la Constitution de 1974, a le droit de s'en dissocier au même titre que les républiques. La question de la modification des limites du Kosovo ou de leur maintien en l'état a été posée notamment à partir du référendum de septembre 1991, par lequel les Kosovars albanais se sont prononcés pour l'indépendance à la quasi-unanimité. Cette question était alors reliée par le Conseil de coordination des partis albanais de Yougoslavie<sup>29</sup> à trois hypothèses sur l'avenir de ce pays : 1) si les frontières extérieures et intérieures de la Yougoslavie ne changent pas, le Kosovo sera un État souverain susceptible de s'associer aux autres républiques yougoslaves ; 2) si les frontières entre celles-ci changent, il faut créer une république de tous les Albanais de Yougoslavie ; 3) si les frontières extérieures de la Yougoslavie changent, les Albanais décideront par référendum de l'union à l'Albanie des territoires où ils sont majoritaires. Ces trois variantes renvoient respectivement au Kosovo tel qu'il existe, à un Kosovo agrandi et à une Albanie ethnique, la possibilité d'adhérer à une Yougoslavie transformée en confédération d'États souverains étant préservée dans les deux premières. Or, même si le début des années 1990 a été marqué, là comme ailleurs, par nombre de prises de position maximalistes, le parti le plus influent, la Ligue démocratique du Kosovo (LDK), a le plus souvent refusé l'idée de discuter des limites du Kosovo, craignant qu'elle ne se fasse au détriment des Albanais<sup>30</sup> et prenant acte de ce que les quatre répu-

<sup>28</sup> **Rupnik (Jacques)**, « L'après-guerre dans les Balkans et la question du Kosovo », *Cahiers de Chaillot*, (50), 2001

<sup>29</sup> Déclaration politique du 11 octobre 1991.

<sup>30</sup> Cf. **Rugova (Ibrahim)**, *La question du Kosovo*, Paris : Fayard, 1994, pp. 93-95.

bliques qui se sont dissociées de l'ex-Yougoslavie ont été reconnues dans leurs limites héritées (et n'en ont d'ailleurs pas revendiqué d'autres).

Toutefois, la guerre et l'affirmation d'un nationalisme plus radical dans la matrice politique de l'UÇK ont fait (res)surgir d'autres ambitions. Bardhyl Mahmuti, alors l'un des porte-parole de l'UÇK, était très explicite. Dans un entretien avec la revue italienne de géopolitique *Limes*, il expliquait un jour de l'été 1998 : « notre objectif final, pour lequel nous sommes disposés à combattre jusqu'à la mort, durant des siècles s'il le faut, est l'Albanie ethnique unie. Non la Grande Albanie, concept fasciste, mais l'Albanie ethnique, c'est-à-dire toutes les terres de peuplement albanais ». La première étape est alors de libérer le Kosovo, mais : « les frontières du Kosovo ne sont pas les actuelles, dessinées à l'intérieur de la Serbie. À Rugova elles conviennent. Pour moi au contraire les frontières du Kosovo sont celles des terres à majorité albanaise comprises au XVIII<sup>e</sup> siècle dans le vilayet ottoman [de Kosova]<sup>31</sup> avec pour capitale Skopje »<sup>32</sup>. D'autres ultra-nationalistes revendiquaient en outre la région de la Toplica, en partie peuplée d'Albanais avant que le Congrès de Berlin de 1878 ne l'attribue à la Serbie. Ce genre de déclarations a donné corps à la notion de "Grand Kosovo", que l'on trouve essentiellement dans le discours de ceux qui dénoncent les ambitions albanaises réelles ou supposées<sup>33</sup>. On en trouve une expression plus récente dans le programme du Mouvement populaire du Kosovo (LPK), parti fondateur de l'UÇK<sup>34</sup> : « la question albanaise dans les Balkans n'est toujours pas résolue, car la situation des Albanais de Macédoine, du Monténégro et du Kosovo oriental est identique à celle d'un peuple opprimé (...). Le peuple albanais du Kosovo doit s'orienter vers l'indépendance et former un État qui comprendra tous les territoires occupés où les Albanais sont en majorité »<sup>35</sup>.

En fait, ces positions maximalistes, contemporaines des combats de l'UÇK, ont perdu beaucoup de terrain dans le contexte de la nécessaire collaboration avec les autorités de tutelle du Kosovo. Les références à l'"Albanie ethnique", ou "naturelle", concept développé par quelques intellectuels<sup>36</sup> sont rares (en Albanie elles le sont plus encore) et ne renvoient à aucun programme précis. Et

<sup>31</sup> Le vilayet (province) de Kosova englobait, outre le Kosovo actuel, le Sandjak et une partie de la Macédoine.

<sup>32</sup> **Mahmuti (Bardhyl), Agani (Fehmi)** (interview), « I Balcani secondo Gli Albanesi », *Limes*, (3), 1998, p. 125.

<sup>33</sup> Ainsi l'ancien Président macédonien Kiro Gligorov, interview à *Vreme*, 29/03/01.

<sup>34</sup> **Denaud (Patrick), Pras (Valérie)**, *Kosovo. Naissance d'une lutte armée. UCK*, Paris : L'Harmattan, 1999.

<sup>35</sup> Cité par **Chiclet (Christophe)**, « L'UCK cherche une revanche en Macédoine », *Le Monde diplomatique*, avril 2001, p. 22.

<sup>36</sup> **Qosja (Rexhep)**, *La question albanaise*, Paris : Fayard, 1995. [nb : carte p. 307 illisible par suite d'une permutation des figurés en légende]

ceux qui souhaitent, ou simplement tiennent pour envisageable une modification des limites du Kosovo se bornent le plus souvent à évoquer l'idée d'en échanger le nord, majoritairement serbe, contre un fragment de la Serbie du Sud, majoritairement albanais : les municipalités de Bujanovac, Preševo et un groupe de villages de celle de Medveđa – ce que certains appellent "Kosovo oriental".

Examinons ces deux points. La vallée de Preševo a vu se développer en 2000 l'insurrection albanaise de l'UÇPMB (Armée de libération de Preševo, Medveđa et Bujanovac), dont l'implantation fut facilitée par l'existence, à l'époque, d'une zone d'exclusion contiguë au Kosovo et où la Serbie ne pouvait faire entrer que des policiers légèrement armés. Cette insurrection, organisée par des anciens de l'UÇK en partie originaires du lieu, s'appuyait sur les tensions fortes existant entre la population albanaise et les forces serbes repliées du Kosovo, stationnées sur place. Elle eut l'ambition de susciter des troubles afin de provoquer l'extension du mandat de l'ONU, en d'autres termes le rattachement de fait de cette région au Kosovo, ce que souhaitaient les Albanais locaux. L'ONU et l'OTAN, après l'avoir tolérée, probablement parce qu'elle créait des difficultés au régime de Milošević, ont après la chute de celui-ci fait pression pour qu'elle cesse. Au printemps 2001, des négociations avec le nouveau pouvoir serbe ont abouti à un accord prévoyant une amnistie, la formation d'une force de police mixte, des embauches et l'affectation de crédits au développement local, mais aucune forme particulière d'autonomie locale. L'UÇPMB a accepté d'être désarmée, les forces serbes ont été autorisées à se déployer dans la zone d'exclusion. En somme, il n'est pas question de rattacher la vallée de Preševo au Kosovo. Dans ces conditions, l'idée d'un échange territorial semble disqualifiée, de sorte que les Albanais pourraient avoir à envisager hors de toute perspective de compensation le traitement du problème du Nord-Kosovo.

S'agissant de celui-ci, les Albanais n'auraient probablement pas de réticences excessives s'il s'agit de renoncer aux espaces de peuplement serbe des communes de Leposavić et Zubin Potok, dont l'intégration à une entité indépendante, ou clairement destinée à l'être, serait très difficile<sup>37</sup>. Mais l'enjeu véritable serait l'agglomération de Mitrovica, à cause de la présence des mines et des usines de l'entreprise Trepča et de l'importance symbolique de l'actuelle coupure de la ville au niveau du cours de l'Ibar. La KFOR a entrepris, en vertu du droit au retour des personnes déplacées par le conflit, de réinstaller des Albanais dans la partie nord de la ville, alors que la réciproque demeure impossible<sup>38</sup>. Les deux "camps" réagissent différemment, les Albanais s'impatientant

<sup>37</sup> Il y a toutefois au moins une difficulté : le barrage de Gazivoda sur l'Ibar, essentiel à l'approvisionnement en eau du Kosovo, se trouve sur le territoire de la seconde.

<sup>38</sup> Processus analysé par **Braem (Yann)**, *Géopolitique d'une présence multinationale : la présence française au Kosovo face aux questions nationales*, Université de Paris 8 : mémoire de DEA, juin 2001.

de la lenteur du processus, les Serbes craignant de perdre complètement la ville. Mais, comme les tâches d'assistance et de protection de la KFOR envers chacun d'eux l'emportent sur la fonction répressive, aucun ne la considère comme un adversaire et la conflictualité locale a beaucoup diminué. Toutefois, il est hautement probable qu'elle exploserait à nouveau si l'on s'orientait réellement vers l'indépendance du Kosovo, les affrontements se polarisant alors le long de la frontière de fait que constitue à Mitrovica la limite "ethnique", s'il n'est pas question de modifier les frontières politiques, et, dans le cas contraire, dans les parages du nouveau tracé envisagé. Cette perspective inquiète suffisamment certains analystes pour leur faire préférer la situation actuelle, ainsi Baton Haxhiu, rédacteur en chef adjoint du journal *Koha Ditore* : « mieux vaut le *statu quo* sous supervision internationale, pour ne pas ouvrir le problème des frontières »<sup>39</sup>.

Toutefois, l'attentisme peut s'avérer contre-productif, notamment parce qu'il peut déresponsabiliser les élites d'une communauté sous "protectorat" et conduire à de nouvelles manifestations d'extrémisme. C'est pourquoi des voix s'élèvent, non seulement parmi les acteurs balkaniques directement intéressés aux changements éventuels, mais aussi parmi les représentants de la communauté internationale. Selon Jacques Rupnik, « le vrai but d'un protectorat devrait être d'œuvrer à sa propre disparition »<sup>40</sup>, ce qui débouche sur la mise en avant de l'indépendance conditionnelle. La Commission internationale indépendante sur le Kosovo, qui recommande cette solution, estime que l'une des conditions doit être de « renoncer explicitement à toute modification des frontières, c'est-à-dire à tout projet de Grande Albanie, voire de Grand Kosovo »<sup>41</sup>. Ceci implique aussi de renoncer à toute réduction du Kosovo, conformément à la position dominante de la communauté internationale qui est d'éviter de nouvelles migrations forcées et de préserver, voire de reconstituer les communautés pluriethniques, ainsi qu'en Bosnie. Toutefois, d'autres propositions vont dans le sens de l'achèvement d'États-nations plus homogènes comme clé de l'apaisement dans les Balkans. Ainsi Steven Mayer, ancien chef du département Balkans de la CIA, propose-t-il une conférence internationale qui réglerait tous les problèmes territoriaux pendants en fixant de nouvelles frontières conformes à la répartition spatiale des groupes nationaux, après que les populations concernées se soient prononcées par référendum<sup>42</sup>. Que les problèmes

<sup>39</sup> Entretien, mai 2001.

<sup>40</sup> **Rupnik (Jacques)**, « L'avenir des protectorats internationaux sur les Balkans », *Critique internationale*, (16), 2002, p. 92.

<sup>41</sup> **Commission internationale indépendante sur le Kosovo** présidée par Richard Goldstone et Carl Tham, « L'indépendance conditionnelle pourquoi ? », *Critique internationale*, (16), 2002, p. 106.

<sup>42</sup> Cf. son interview à *Dnevnik*, 09/10/0202.

soient traités au coup par coup ou par un nouveau Congrès de Berlin, la perspective de remaniements de frontières n'est pas complètement exclue. Mais en tant que territoire politique, le Kosovo, en dépit du caractère quelque peu improvisé de sa délimitation et des multiples façons dont celle-ci est contestée, pourrait se révéler plus résistant qu'on ne le pense. Du fait de la manière dont la société locale s'y est structurée et territorialisée, il n'est certainement pas plus soluble dans une Grande Albanie qu'il ne l'est dans la Serbie.